



RELAXE POUR NOS CAMARADES ROUENNAIS !

Le 9 juin 2016, l'intersyndicale havraise appelait à une manifestation régionale, quelques jours avant l'appel national à Paris du 14 juin.

Le mouvement contre la Loi Travail bat alors son plein : les rues débordent de monde et de détermination, les places bouillonnent, la grève et les blocages se multiplient sur tout le territoire.

Mais à tout mouvement social d'ampleur, sa répression. Celle qui s'abat contre ceux qui font mouvement. Celle qui, finalement, nous empêche de vaincre.

Fortes des mesures exceptionnelles que lui confère « l'État d'urgence », la violence du maintien de l'ordre s'illustre à chaque manifestation par une répression sans trêve : une utilisation totalement décomplexée d'armes qui nous mutilent, des constructions médiatiques autour des « bons » et des « mauvais » manifestants qui nous divisent, et une série de mesures préventives telles que les interdictions de manifester qui nous isolent. Le mot d'ordre est le suivant : **frappez-en quelques-uns pour les effrayer tous !**

Ce 9 juin dernier, plus d'une quinzaine de rouennais ont été contrôlés dans les rues du Havre avant la manifestation, puis emmenés au commissariat.

En effet, nombre d'entre eux en lutte contre la loi travail, syndiqués ou non, avaient fait le déplacement.

Deux d'entre eux ont été placés 10 heures en garde à vue et sont aujourd'hui poursuivis pour « participation à un groupement en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions de biens », ainsi que « le refus de se soumettre aux relevés signalétiques (empreintes et photographies) ».

Sous le prétexte arbitraire « qu'il y a de fortes raisons de soupçonner » quoi que ce soit contre vous, le simple fait de se rendre à une manifestation justifie qu'on vous arrête et qu'on vous envoie devant le juge. On empêche du même coup ce que l'État redoute le plus : que marchent ensemble étudiants, grévistes, « nuits deboutistes », jeunes sans étiquette, syndicalistes et que se mêlent nos différentes pratiques.

Il nous faut afficher une solidarité sans faille face à la répression, qu'elle vise des jeunes, des privés d'emplois, ou des habitants des quartiers défavorisés.

Nous en avons besoin pour être plus forts, nous en aurons besoin demain ! Quel que soit le gouvernement à venir, l'année 2017 s'annonce chargée d'un point de vue social.

RASSEMBLEMENT LE 11 AVRIL 2017 à 13H00

DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE DU HAVRE

(BVD DE STRASBOURG)